



Le Préfet de la Région Grand Est

Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Projet d'augmentation des volumes de stockage de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) et déchets dangereux pour un volume global annuel de 4600 tonnes, et démantèlement de DEEE, à Pompey (54)

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas présentée par la société SASU PAPREC D3E POMPEY, reçu complet le 10 juillet 2017, relatif à un projet d'augmentation des volumes de stockage de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) et déchets dangereux pour un volume global annuel de 4600 tonnes, et démantèlement de DEEE, 166 rue du jet, à Pompey (54) ;

Vu l'arrêté N° 2017/ 608 du 10 juillet 2017 portant délégation de signature du Préfet de la Région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin en faveur de Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté de subdélégation DREAL-SG-2017-20 du 10 juillet 2017 portant subdélégation de signature de Madame Emmanuelle Gay, Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de Monsieur Hugues TINGUY, adjoint au chef du service Évaluation Environnementale ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 17 juillet 2017 ;

Considérant la nature du projet :

- qui consiste en une installation de transit, regroupement ou tri de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) et déchets dangereux à hauteur de 4600 tonnes par an, et en une activité de démantèlement des DEEE ;
- dont l'évolution soumettra l'activité au régime d'autorisation des installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) alors qu'actuellement l'activité est soumise à déclaration ;
- aucun travaux (construction ou démolition) n'est envisagé ;

Considérant la localisation du projet :

- sur un site ne présentant pas d'intérêt majeur pour le fonctionnement écologique du secteur ;
- sur une friche industrielle actuellement exploitée par la même entreprise ;

Considérant les impacts du projet sur le milieu ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses effets sur l'environnement et la santé humaine :

- aboutissent à un impact du projet sur l'environnement fortement limité ;
- le projet faisant l'objet d'une procédure administrative au titre du Code de l'environnement via la procédure d'autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les enjeux seront suffisamment pris en compte par cette procédure ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement et la santé ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du grand est ;

Décide

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'augmentation du tri et stockage de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) et déchets dangereux, à raison de 4600 tonnes par an, à Pompey, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

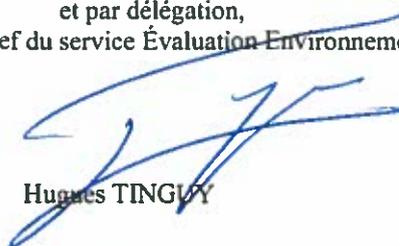
L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente rédaction.

Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le 8 août 2017

Pour la Directrice régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Grand Est,
et par délégation,
l'adjoint au chef du service Évaluation Environnementale,


Hugues TINGLIVY

Notes et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à

Monsieur le préfet de région
Préfecture de la région Grand Est
5 place de la République
BP 87031
67073 STRASBOURG cedex

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision :
Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
246, boulevard Saint Germain - 75700 PARIS

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être adressé au :
Tribunal administratif de NANCY
5 Place de la carrière
54 000 NANCY